



**PRÉFET  
DU GARD**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement Occitanie  
Unité inter-départementale Gard-Lozère**

Nîmes, le **13 SEP. 2024**

Cellule Déchets

Courriel : uid-30-48.dreal-occitanie@developpement-durable.gouv.fr

### **ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLEMENTAIRE n°2024-044 DREAL**

modifiant l'arrêté préfectoral n° 11.130N du 4 octobre 2011 relatif aux prescriptions techniques que doit respecter la société EVOLIA pour l'exploitation de ses installations d'incinération et de valorisation énergétique de déchets ménagers et assimilés situées sur la commune de Nîmes

**LE PRÉFET DU GARD,**  
Chevalier de la Légion d'honneur,  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite,

- VU le titre 1<sup>er</sup> du livre V du code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU le titre IV du livre V du code de l'environnement relatif à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux ;
- VU le titre VIII du livre 1<sup>er</sup> de la partie réglementaire du code de l'environnement et en particulier les articles R 181-45 et R 181-46 ;
- VU l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 modifié relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux et aux installations incinérant des déchets d'activités de soins à risques infectieux
- VU l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3520 et à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3510, 3531 ou 3532 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU l'arrêté préfectoral N° 02-004 du 27 février 2002 autorisant la société CGEA-ONYX à exploiter sur la commune de Nîmes une unité d'incinération et de valorisation énergétique de déchets ménagers et assimilés ;
- Vu le récépissé du 12 mars 2003 de la déclaration de changement d'exploitant au profit de la société EVOLIA ;
- Vu l'arrêté préfectoral N° 05-103N du 10 juin 2005 réactualisant les prescriptions techniques que doit respecter la société EVOLIA pour l'exploitation d'une unité d'incinération et de valorisation énergétique de déchets ménagers et assimilés sur la commune de Nîmes ;

- VU l'arrêté préfectoral N° 09-075N du 3 août 2009 complétant et modifiant les prescriptions techniques que doit respecter la société EVOLIA pour l'exploitation de ses installations d'incinération et de valorisation énergétique de déchets ménagers et assimilés situées sur la commune de Nîmes ;
- VU l'arrêté préfectoral N° 10-112N du 18 octobre 2010 complétant et modifiant les prescriptions techniques que doit respecter la société EVOLIA pour l'exploitation de ses installations d'incinération et de valorisation énergétique de déchets ménagers et assimilés situées sur la commune de Nîmes ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 11.130N du 4 octobre 2011 complétant et modifiant les prescriptions techniques que doit respecter la société EVOLIA pour l'exploitation de ses installations d'incinération et de valorisation énergétique de déchets ménagers et assimilés situées sur la commune de Nîmes ;
- VU l'arrêté préfectoral n°2022-032 DREAL du 11 juillet 2022 modifiant l'arrêté préfectoral n°11.130N du 4 octobre 2011 relatif aux prescriptions techniques que doit respecter la société EVOLIA pour l'exploitation de ses installations d'incinération et de valorisation énergétique de déchets ménagers et assimilés situées sur la commune de Nîmes ;
- VU l'arrêté préfectoral n°2023-009 DREAL du 2 mai 2023 modifiant l'arrêté préfectoral n°11.130N du 4 octobre 2011 relatif aux prescriptions techniques que doit respecter la société EVOLIA pour l'exploitation de ses installations d'incinération et de valorisation énergétique de déchets ménagers et assimilés situées sur la commune de Nîmes ;
- VU le courriel du 15 mai 2024 par lequel l'exploitant a transmis un porter à connaissance relatif à des modifications par rapport à la situation autorisée ;
- VU le courrier du 6 août 2024 par lequel l'exploitant a déclaré poursuivre l'exploitation de son site sous la nouvelle entité juridique dénommée SASU EVOLIA VALO GARD ;
- VU l'ensemble des pièces du dossier ;
- VU l'avis de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, en date du 5 juillet 2024 ;
- VU le projet d'arrêté préfectoral porté le 22 juillet 2024 à la connaissance de l'exploitant pour observations éventuelles ;
- VU la réponse de l'exploitant en date du 6 août 2024 faisant part de ses observations sur le projet ;

L'exploitant entendu ;

CONSIDÉRANT que la société EVOLIA a déposé un porter à connaissance le 15 mai 2024 afin de modifier certaines conditions d'exploitation de son installation, à savoir :

- Modification du design extérieur du site
- Modification du process de traitement des fumées
- Optimisation de la valorisation énergétique
- Réutilisation d'une petite partie de l'eau rejetée par la STEP voisine
- Alimentation en chaleur du réchauffeur du méthaniseur de la STEP
- Installation d'une chaîne de caractérisation
- Installation de panneaux photovoltaïques en ombrières
- Modification dans l'utilisation de produits toxiques ;

CONSIDÉRANT que le projet de modification ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens du I de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT néanmoins que bien que les modifications apportées ne soient pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement il y a lieu de fixer des prescriptions complémentaires ;

CONSIDÉRANT que la société SASU EVOLIA VALO GARD a transmis par courrier du 6 août 2024 une déclaration de changement d'exploitant ;

CONSIDÉRANT que selon les termes de l'article R.181-47 du code l'environnement, le transfert de l'autorisation environnementale fait l'objet d'une déclaration adressée au préfet par le nouveau bénéficiaire, à l'exception du transfert de l'autorisation accordée aux installations mentionnées à l'article R. 516-1 qui est soumis à autorisation, dans les trois mois qui suivent ce transfert et mentionne, s'il s'agit d'une personne physique, les noms, prénoms et domicile du nouveau bénéficiaire et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration ;

CONSIDÉRANT que les installations de la société EVOLIA à Nîmes ne font pas partie des installations mentionnées à l'article R. 516-1 et donc ne sont pas soumises à autorisation de transfert ;

CONSIDÉRANT que le courrier du 6 août précité est accompagné de l'ensemble des informations exigées par l'article R.181-47 du code de l'environnement pour un simple transfert d'autorisation ;

CONSIDÉRANT qu'il convient donc d'accuser réception de ce transfert d'autorisation et d'en prendre acte par le présent arrêté préfectoral ;

SUR proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture du Gard ;

## ARRÊTE

### Article 1er – Exploitant titulaire de l'autorisation

La société SASU EVOLIA VALO GARD, dont le siège social se situe au 501 impasse des Jasons– 30900 NIMES, est autorisée à poursuivre, sous réserve de la stricte application des dispositions contenues dans le présent arrêté, l'exploitation, sur la commune de NIMES d'une unité d'incinération et de valorisation énergétique de déchets ménagers et assimilés d'une capacité thermique de 35,8 MW.

### Article 2 – Consistance des installations autorisées.

L'article 1.3 de l'arrêté préfectoral n°11.130N du 04 octobre 2011 est modifié et remplacé par les dispositions suivantes :

#### « Article 1.3 Consistance des installations autorisées.

Les installations classées pour la protection de l'environnement, ainsi que les installations situées dans l'enceinte de l'établissement, non classées, sont soumises aux prescriptions du présent arrêté.

L'établissement comprend notamment :

- un poste d'accueil et de pesée des véhicules (entrées/sorties) ;
- un hall de déchargement couvert, comprenant notamment :
  - une fosse de stockage de déchets à traiter d'un volume de 4 100 m<sup>3</sup>,
  - une aire de contrôle visuel des déchets,
  - une cisaille des déchets encombrants,
- une presse à balles ;
- un équipement spécifique de réception et d'introduction dans le four de déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés ( D.A.S. ) ;
- une installation d'injection de boues pâteuses dans le four ;
- une ligne de traitement par incinération, comprenant un ensemble four et chaudière : four à grilles avec brûleurs d'appoint fonctionnant au gaz naturel de 7,16 et 14,32 MW et une chaudière de production de vapeur surchauffée accouplée à un turbo-alternateur produisant de l'électricité ;
- une unité de traitement des fumées de combustion en sortie de chaudière (Injection de l'additif DROP® dans le four, Injection de réactifs (chaux hydratée SPS ou Bicarbonate de Sodium et coke de lignite ou charbon actif), dépoussiérage, catalyseur d'abattage des oxydes d'azote) ;
- des installations pour l'extraction, le déferrailage ferreux non ferreux et le stockage temporaire des résidus solides de l'incinération :
  - une aire de stockage tampon en bennes mobiles des matériaux ferreux non ferreux ;
  - une aire de stockage tampon des mâchefers avant expédition à l'extérieur du site ;
  - un silo de stockage des cendres et REFIOM;
- une unité de valorisation énergétique permettant la production d'électricité, dirigée vers le réseau EDF après prélèvement pour l'autoconsommation de l'usine ; cette unité comprend :
  - deux groupes turbo-alternateur à condensation, dont un de secours,
  - un aérocondenseur et un ensemble de reprise des condensats,
  - les équipements électriques permettant l'alimentation de l'usine et l'import / export sur le réseau EDF,

- un groupe électrogène de secours ;
- une unité de valorisation énergétique permettant la production d'énergie thermique, dirigée vers le Réseau de Chaleur Urbain (RCU) de la ville de Nîmes ;
- un hydrocondenseur pour récupérer la chaleur basse température en sortie d'échappement de la turbine raccordé au réchauffeur du méthaniseur de la STEP via 2 conduites ;
- une canalisation connectée à la STEP voisine permettant l'apport en eau vers une cuve puis un système de purification composé de :
  - un filtre à sable
  - un système de désinfection par chloration
  - une ligne d'osmose inverse ;
- une aire extérieure permettant le stockage de 8700 m3 de déchets mis en balles soit environ 7 000 tonnes de déchets ;
- une chaîne de caractérisation ;
- une centrale photovoltaïque en ombrières au niveau du parking et de la zone « parc à balle » sur une surface totale de 2 165 m<sup>2</sup> ;
- un poste de contrôle et de commandes des installations ;
- des locaux techniques et administratifs .

L'installation d'incinération est conçue pour fonctionner 24 h sur 24, 7 jours sur 7. Le temps de fonctionnement annuel est estimé à 7 860 heures (soit environ 327 jours par an). »

### Article 3 – Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

L'article 1.4 de l'arrêté préfectoral n°11.130N du 04 octobre 2011 est modifié et remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 1.4 Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées.

Les installations autorisées sont visées à la nomenclature des installations classées, sous les rubriques suivantes :

N° rubrique	Désignation de la rubrique	Volume des Activités	Régime
<b>3520.a</b>	Élimination ou valorisation de déchets dans des installations d'incinération de déchets non dangereux avec une capacité supérieure à 3 tonnes par heure	Incinération de déchets ménagers et assimilés, de déchets industriels banals et de boues de stations d'épuration non dangereuses à partir d'un ensemble four chaudière ayant les caractéristiques suivantes: <ul style="list-style-type: none"> <li>• la capacité du four est de 14 tonnes par heure pour des déchets ayant un pouvoir calorifique de référence de 9211 kJ/kg;</li> <li>• la capacité thermique nominal est de 35.8 MW;</li> <li>• la capacité maximale annuelle est de 114 500 tonnes dont 110 000 tonnes de déchets non dangereux</li> </ul>	<b>A</b>
<b>2771</b>	Installations de traitement thermique de déchets non dangereux		
<b>2770</b>	Installations de	incinération de déchets d'activité de soins à	<b>A</b>



	traitement thermique de déchets dangereux.	risques infectieux: la capacité maximale annuelle est de 11 450 tonnes.	
<b>2718</b>	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux	Stockage et transit de déchets d'activité de soins à risques infectieux comprenant : un hall de stockage d'une capacité de 35 tonnes.	<b>A</b>
<b>2716</b>	Installation de transit, regroupement, tri, ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux non inertes	Réception, stockage et transit de déchets ménagers et assimilés, et de déchets industriels banals comprenant: 1. une fosse à déchets d'une capacité maximale de 4100 m <sup>3</sup> ; 2. une presse à balles 3. et une aire extérieure de stockage de balles de déchets pressés et enrubbannés d'une capacité maximale de stockage de 8700 m <sup>3</sup> représentant environ 7 000 t de déchets. 4. une cabine de caractérisation : avec une aire de stockage d'une capacité maximale de 75 m <sup>3</sup> La capacité maximale est de 12 875 m <sup>3</sup> .	<b>E</b>
<b>4734-1</b>	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ;	Dépôt enterré de liquides inflammables (GNR) d'une capacité de 10 m <sup>3</sup>	<b>NC</b>
<b>1435</b>	Stations-service : installations où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules.	Installation de distribution de liquides inflammables de la 2 <sup>ème</sup> catégorie.	<b>NC</b>
<b>2910-A</b>	Installations de combustion	Installation de combustion, constitué par le groupe électrogène de secours, fonctionnant au fioul domestique, d'une puissance thermique égale à 0,5 MW	<b>NC</b>

1630	Stockage et emploi de soude	Emploi de lessives de soude à 30 %, la quantité présente dans l'installation étant de 6 m <sup>3</sup>	NC
------	-----------------------------	--	----

#### **Article 4 – Contrôle à l'arrivée sur le site**

L'article 3.4.3 de l'arrêté préfectoral n°11.130N du 04 octobre 2011 est modifié et remplacé par les dispositions suivantes :

##### *« Article 3.4.3 Contrôle à l'arrivée sur le site*

Afin de s'assurer de la conformité des déchets réceptionnés (nature et origine) par rapport aux dispositions du présent arrêté, tout déchet qui pénètre sur le site fait l'objet des vérifications suivantes :

- existence du certificat d'acceptation préalable précité,
- examen visuel du chargement. En cas de non-conformité avec le certificat d'acceptation préalable ou avec les règles d'admission dans l'installation, le chargement est refusé,
- pesage,
- contrôle de la radioactivité au moyen d'un portique..

Un échantillonnage annuel des livraisons de déchets municipaux solides et autres déchets non dangereux dont l'objet est l'analyse des propriétés/substances clés (par exemple, valeur calorifique, teneur en halogènes et en métaux/métalloïdes) est à réaliser par l'exploitant. Dans le cas des déchets municipaux solides, cela implique un déchargement séparé.

Les déchets sont alors triés au travers de la chaîne de cratérisation qui peut également être utilisée pour effectuer une séparation des bouteilles de protoxydes d'azote présentes dans les déchets de certains apporteurs »

#### **Article 5 – Prélèvement et consommation d'eau**

L'article 6.1 de l'arrêté préfectoral n°11.130N du 04 octobre 2011 est modifié et remplacé par les dispositions suivantes :

##### *« Article 6.1 – Prélèvement et consommation d'eau*

Le site est alimenté :

- pour l'eau industrielle, prioritairement à partir de l'eau de la STEP voisine et en secours à partir d'un forage, du réseau B.R.L. ou avec l'eau de ville.
- pour l'eau domestique, à partir du réseau de la ville de Nîmes.

L'exploitant s'assure que l'eau provenant de la STEP, peut être utilisée dans le process sans entraîner d'impact sur le fonctionnement de l'incinérateur en fixant des seuils limites pour les paramètres impactant le process. Les fréquences d'analyses de l'eau provenant de la STEP sont fixés par l'exploitant.

Les ouvrages de prélèvement d'eau sont aménagés conformément aux dispositions de la réglementation sanitaire en vigueur (cuvelage en béton, tête de forage étanche dépassant au moins de 0.5 m du niveau du sol ou des plus hautes eaux connues, ..). La conformité des ouvrages de prélèvement à ces dispositions doit être établie et maintenue.

Afin d'éviter tout retour de liquide pollué dans le milieu de prélèvement, les installations de prélèvement sont munies de dispositifs de protection anti-retour reconnus efficaces. L'arrêt au point d'alimentation doit pouvoir être obtenu promptement en toute circonstance par un dispositif clairement reconnaissable et aisément accessible.

En cas de cessation d'utilisation d'un ouvrage de prélèvement, l'exploitant prend les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de cet ouvrage afin limiter tout risque de pollution des eaux.

La réalisation de tout nouvel ouvrage ou sa mise hors service est portée à la connaissance de l'inspection des installations classées.

Les forages sont réalisés et entretenus selon les règles de l'art de façon à ne pas détériorer la qualité de l'aquifère exploité. En particulier, les aquifères appartenant à des horizons géologiques différents ne doivent pas être mis en communication. De même, les eaux superficielles ne doivent pas pouvoir s'infiltrer par le biais du forage. Ces règles s'appliquent aussi bien pour les forages d'alimentation en eau que pour les piézomètres assurant le suivi du site. L'exploitant s'assure après la réalisation des ouvrages de leur étanchéité.

L'interconnexion entre le réseau d'alimentation en eaux sanitaires et celui d'alimentation des eaux de l'usine (refroidissement, procédés ..) est autorisé moyennant l'emploi de disconnecteur évitant le retour d'eau de l'usine vers le réseau d'eau potable.

L'exploitant recherche par tous les moyens possibles à limiter sa consommation d'eau au strict nécessaire pour le bon fonctionnement des installations.

L'exploitant met en place les moyens de comptage nécessaires au suivi de sa consommation en eau. La capacité de production dans des conditions satisfaisantes du forage de la Bastide doit être vérifiée.

Les résultats des relevés de consommation d'eau de l'ensemble des points de prélèvement sont adressés, à l'inspection des installations classées, suivant les modalités fixées par l'inspection. »

#### **Article 6 – Matériel électrique.**

L'article 10.6 de l'arrêté préfectoral n°11.130N du 04 octobre 2011 est modifié et remplacé par les dispositions suivantes :

« *Article 10.6 – Matériel électrique.*

Les installations électriques doivent être réalisées avec du matériel normalisé et installées, conformément aux normes applicables, par des personnes compétentes. En outre, les dispositions de l'arrêté ministériel du 31 mars 1980, portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion sont applicables.

L'installation photovoltaïque est réalisée et exploitée conformément aux prescriptions techniques de l'arrêté du 25 mai 2016 modifiant l'arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation. »

#### **Article 7 – Plan de lutte.**

L'article 10.9.2 de l'arrêté préfectoral n°11.130N du 04 octobre 2011 est modifié et remplacé par les dispositions suivantes :

« *Article 10.9.2 – Plan de lutte.*

Les installations sont aménagées de façon à éviter toute perte de temps ou tout incident susceptibles de nuire à la rapidité de mise en œuvre des moyens des sapeurs pompiers.

L'exploitant établit un plan de lutte contre un sinistre comportant, notamment, les modalités d'alerte, la constitution et la formation d'une équipe de première intervention, les modalités d'évacuation, les modalités de lutte contre chaque type de sinistre et les modalités d'accueil des services d'intervention extérieurs.

Le plan de lutte est réalisé en concertation avec les services de secours et en particulier en ce qui concerne l'installation photovoltaïque.

En cas de sinistre, les engins de secours doivent pouvoir intervenir sous au moins deux angles différents. Afin de permettre, en cas de sinistre, l'intervention rapide des secours, une voie d'accès pompiers, rendant accessible des niveaux de stockage de déchets et de fond de fosse aux engins de secours devra, être assurée. »

#### **Article 8 – Sanctions administratives**



Dans le cas où les obligations prévues par le présent arrêté ne seraient pas satisfaites dans les délais impartis et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

#### **Article 9 – Délais et voies de recours**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré au tribunal administratif de Nîmes dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement par voie postale ou par l'application « Télérecours Citoyens » accessible à partir du site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) :

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour de la notification du présent arrêté ;  
2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter de l'affichage en mairie ou de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

#### **Article 10 – Publicité**

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement :

- 1° Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Nîmes et peut y être consultée ;
- 2° Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Nîmes pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
- 3° Le présent arrêté est publié sur le site internet Géorisques – rubrique Installations classées pour la protection de l'environnement, pendant une durée minimale de quatre mois, à l'adresse : <https://www.georisques.gouv.fr/dossiers/installations>
- 4° Ce même arrêté est affiché en permanence, de façon visible, sur le site de l'exploitation à la diligence de la société EVOLIA.

#### **Article 11 – Exécution**

Le présent arrêté est notifié à la société EVOLIA dont le siège social est situé au 501 impasse des Jasons- 30900 NIMES.

Ampliation en sera adressée à :

Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Gard,

Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, région Occitanie

Monsieur le maire de la commune de Nîmes,

Chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

LE PREFET

Nîmes, le

13 SEP. 2024

Pour le préfet,  
le secrétaire général

Yann GÉRARD

**Recours :** La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative conformément aux dispositions de l'article L.514-6 du titre 1<sup>er</sup> du livre V du code de l'environnement, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement.

#### **Article L. 514-6 du code de l'environnement**

I. Les décisions prises en application des articles L. 512-1, L. 512-3, L. 512-7-3 à L. 512-7-5, L. 512-8, L. 512-12, L. 512-13, L. 512-20, L. 513-1 à L. 514-2, L. 514-4, du I de l'article L. 515-13 et de l'article L. 516-1 sont soumises à un contentieux de pleine juridiction.

Un décret en Conseil d'Etat précise les délais dans lesquels ces décisions peuvent être déférées à la juridiction administrative.

II. Abrogé.

III. Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation ou enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

IV. Le permis de construire et l'acte de vente, à des tiers, de biens fonciers et immobiliers doivent, le cas échéant, mentionner explicitement les servitudes afférentes instituées en application de l'article L. 111-1-5 du code de l'urbanisme.

#### **Article R. 514-3-1 du code de l'environnement**

Sans préjudice de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration, les décisions mentionnées aux articles L. 211-6 et L. 214-10 et au I de l'article L. 514-6 peuvent être déférées à la juridiction administrative :

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.